

## Séance ordinaire du lundi 14 décembre 2020

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-vingt et le quatorze décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Administration générale

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE.

#### Absents :

Abdi EL KANDOUSSI, Philippe SAUREL.

## **Prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de la Ville de Montpellier et des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées - Modifications - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Il s'agit de définir pour le mandat 2020-2026, pour les agents et les élus de la Ville de Montpellier, les modalités de prise en charge des frais induits par leurs missions et leurs déplacements hors du territoire communal. Il s'agit également, pour les personnalités extérieures invitées par la Ville, de prévoir les conditions de prise en charge des frais liés à leur accueil sur le territoire communal, ainsi que des frais de représentation et de mission dans le cadre de leur participation à des déplacements hors du territoire communal.

### **1) Prise en charge des frais de mission et de représentation pour les agents de la Ville de Montpellier :**

Les seuils de remboursement des agents lors de déplacements à titre individuel (formation, concours, participation à des événements à titre professionnel...) ont été fixés pour la Ville de Montpellier par délibération n° V2019-536 du 19 décembre 2019.

Dans le cadre de leurs missions et formations hors du territoire communal, les agents sont remboursés à hauteur de :

- 110 € pour une nuitée pour une mission à Paris intramuros, petit déjeuner compris ;
- 100 € pour une nuitée pour une mission en Île-de-France ou dans une ville de plus de 200 000 habitants, hors Paris intra-muros, petit déjeuner compris ;
- 80 € pour une nuitée pour une mission dans les autres villes de province, petit déjeuner compris ;
- au réel pour les transports (2<sup>ème</sup> classe pour les transports en commun, sur la base d'une indemnité

- kilométrique définie par l'arrêté précité et des justificatifs de péage pour un véhicule personnel) ;
- de façon forfaitaire à 17,50 € par repas (maximum 2 repas/ jour) pour les frais de repas.

En cas de revalorisation de ces seuils par décret ou arrêté ministériel, celle-ci sera automatiquement prise en compte et appliquée aux remboursements des frais dont il s'agit.

En complément, les représentants de l'administration peuvent être appelés à effectuer des déplacements nationaux et internationaux afin de participer à des événements ou des réunions au sein des instances ou organismes où ils représentent la Ville à ses qualités.

Ces déplacements font l'objet d'une délibération *ad hoc*, sauf dans le cas où ils sont pris en charge sur l'enveloppe votée en Conseil et dédiée à cet effet.

Dans ce cadre strict, il est proposé de rembourser les frais induits au réel et sur justificatif pour les agents en représentation de la Ville.

## **2) Prise en charge des frais de mission et de représentation des élus de la Ville de Montpellier :**

Les seuils de remboursement des élus lors de déplacements à titre individuel (formation, participation à des événements dans le cadre de leurs délégations...) ont été fixés pour la Ville de Montpellier par délibération n° V2019-536 du 19 décembre 2019.

Dans le cadre de leurs missions et formations hors du territoire communal, les élus sont remboursés à hauteur de :

- 110 € pour une nuitée pour une mission à Paris intramuros, petit déjeuner compris ;
- 100 € pour une nuitée pour une mission en Île-de-France ou dans une ville de plus de 200 000 habitants, hors Paris intra-muros, (petit déjeuner compris) ;
- 80 € pour une nuitée pour une mission dans les autres villes de province (petit déjeuner compris) ;
- au réel pour les transports (2<sup>ème</sup> classe pour les transports en commun, sur la base d'une indemnité kilométrique et des justificatifs de péage pour un véhicule personnel) ;
- de façon forfaitaire à 17,50 € par repas (maximum 2 repas/jour) pour les frais de repas.

En cas de revalorisation de ces seuils par décret ou arrêté ministériel, celle-ci sera automatiquement prise en compte et appliquée aux remboursements des frais dont il s'agit.

Hors de ce cadre individuel, le Maire et les élus de la Ville de Montpellier sont amenés à effectuer, en dehors de l'exécution des fonctions dont ils sont habituellement investis, des déplacements indispensables pour le développement et la représentation de la Ville de Montpellier, hors du territoire communal.

Ces déplacements ont essentiellement pour objet la promotion et le développement des intérêts de la Ville de Montpellier auprès du gouvernement et des institutions européennes voire internationales ou auprès d'autres collectivités locales et groupements au niveau national appartenant à l'Union Européenne ou à des pays situés en dehors de celle-ci, la participation à des congrès, colloques ou autres manifestations organisées par des structures nationales ou internationales d'intérêt général développant de véritables expertises dans des domaines relevant des compétences de la Ville. Ils peuvent aussi concerner la représentation de l'institution au sein des personnes publiques ou organismes précités notamment lors de la remise de prix ou de récompenses consacrant les actions menées par la collectivité.

Dans ce cadre, au titre du mandat spécial, tel que défini dans le point ci-dessus, les élus sont amenés à engager des frais de mission (transport, hébergement, repas) et des frais de représentation. Les frais réels ainsi justifiés dans le cadre du présent mandat spécial seront pris en charge par la Ville de Montpellier, dans la limite des crédits votés au budget à cet effet, et conformément aux dispositions des articles L. 5211-14 et L. 2123-18 du Code général des collectivités territoriales, et à la circulaire du 15 avril 1992 relatives aux conditions d'exercice des mandats locaux.

En cas d'événement exceptionnel, une délibération dédiée interviendra.

Il convient par ailleurs d'autoriser, dans le cadre de cette délibération, des frais de représentation pour le Maire de Montpellier, conformément à l'article L. 2123-19 du Code général des collectivités territoriales. Ces frais ont pour objet de couvrir les dépenses qu'il engage à l'occasion de ses fonctions et dans l'intérêt de

la Ville de Montpellier. Le dispositif en vigueur fonctionne notamment par l'attribution d'une carte affaires nominative à débit différé dont le but est de faciliter les modalités de prise en charge et de remboursement des frais exposés. L'ensemble de ces dépenses est remboursé aux frais réels sur présentation des justificatifs originaux.

**3) Prise en charge des frais relatifs à l'invitation de personnalités qualifiées lors de missions hors du territoire communal nécessaires à la promotion et au développement de la Ville de Montpellier, et des frais relatifs à l'accueil de personnalités invitées sur le territoire de la Ville de Montpellier :**

Dans le cadre de mission ayant pour objet la représentation et le développement de la Ville de Montpellier, des personnalités extérieures peuvent être invitées par la collectivité, en raison de leur compétence ou de leur représentativité dans un domaine particulier, à se joindre à la délégation.

Des personnalités peuvent également être accueillies sur le territoire communal, dans le cadre de manifestations organisées par la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, et toujours dans la limite des crédits votés à cet effet au budget de la Ville de Montpellier, il est proposé de prendre en charge ou de rembourser les frais induits par leur déplacement ou leur accueil, au réel, sur justificatif.

En cas de manifestation d'importance, nécessitant le déplacement ou l'accueil de plusieurs personnalités, une délibération dédiée interviendra.

Enfin, le Conseil municipal, dans sa séance du 30 novembre 2020, a approuvé la création d'une réserve communale de sécurité civile.

Les réservistes qui constitueront cette réserve ont le statut juridique de collaborateurs occasionnels de service public. A ce titre, les frais de déplacements et de repas des réservistes pourront être pris en charge par la Ville de Montpellier sur la base du décret n°2001-654 du 19 juillet 2001.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les modalités de prise en charge ou de remboursement des agents et des élus de la Ville de Montpellier, ainsi que des personnalités extérieures invitées, des frais de transport, hébergement et restauration dans les conditions définies ci-dessus, ainsi que le principe de remboursement des frais de représentation de Monsieur le Maire, sur la base de frais réels et sur justificatifs, dans la limite maximale des crédits votés à cet effet au budget de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser le remboursement des frais de déplacements ou de repas engagés par les réservistes dans la limite des dispositions du décret 2001-654 du 19 juillet 2001 ;
- de dire que les crédits correspondants sont imputés sur le budget de la Ville de Montpellier, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 décembre  
2020**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 24 décembre 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20201214-151583-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 24/12/20  
Réception en Préfecture : 24/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.